Séance publique du 22 décembre 2003

Délibération n° 2003-1603

commission principale : finances et institutions

objet : **SAEML Lyon Parc Auto - Modification des statuts**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 2 décembre 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Les lois n° 2001-420 en date du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques et n° 2002-1 en date du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales ont introduit des nouvelles dispositions applicables à l'ensemble des SEM au capital duquel participe la Communauté urbaine.

La loi en date du 15 mai 2001 a, en ce qui concerne le droit des sociétés, pour objectif d'assurer une meilleure transparence dans la vie des sociétés et, à cet effet, de permettre notamment au choix du conseil d'administration de la société une différenciation entre la présidence de la société et la direction générale de celle-ci.

Quant à la loi en date du 2 janvier 2002, elle organise, entre autres, de nouvelles modalités de financement de sociétés d'économie mixte, elle augmente la quotité de capital pouvant être détenue par les collectivités territoriales et assure une clarification du statut de représentants des collectivités et groupements au sein des organes dirigeants de sociétés d'économie mixte locales ainsi qu'un meilleur contrôle de ces sociétés par les collectivités territoriales actionnaires.

Ces deux textes étant applicables à la société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) Lyon Parc Auto, il est projeté de modifier les statuts pour les mettre en harmonie. Sont concernés les articles 18, 22 et 24.

Une nouvelle rédaction est prévue pour les articles 18 (rôle et fonctionnement du conseil d'administration), 22 (rôle du président du conseil d'administration et direction générale de la société), 24 (signatures).

L'ensemble de ces modifications est récapitulé dans un tableau de concordance joint aux statuts.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de se prononcer sur la nouvelle rédaction des statuts, tenant compte de ces différentes modifications et adjonctions.

Cette nouvelle rédaction sera ensuite soumise à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire de la SAEML Lyon Parc Auto ;

Vu ledit dossier ;

Vu les lois n° 2001-420 du 15 mai 2001 et n° 2002-1 du 2 janvier 2002 ;

Vu les articles 18, 22 et 24 des statuts de la SAEML Lyon Parc Auto qui ont été approuvés le 19 octobre 2001 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Ouï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Accepte la nouvelle rédaction des statuts de la SAEML Lyon Parc Auto résultant des modifications proposées.

2° - Autorise l'élu représentant de la Communauté urbaine à l'assemblée générale de la SAEML à approuver lesdites modifications.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,